

Discours de Jacques Auxiette
Séance d'installation du
Conseil régional des Pays de la Loire
26 mars 2010

Je remercie nos deux jeunes élues, Chloé Le Bail et Pauline Mortier, pour leur présence ici à mes côtés ce matin et pour leur engagement au sein du Conseil Régional.

Je renouvelle ma reconnaissance au Directeur Général et aux services de la Région, ainsi qu'à nos proches collaborateurs pour leur contribution à la mise en place de la nouvelle assemblée.

Je voudrais en ce début de mandat, saluer la mémoire des victimes de la catastrophe qui a endeuillé les côtes de Vendée et de la Loire-Atlantique, exprimer notre solidarité sans faille à l'égard des habitants, des entreprises et des communes. Nous ferons le point de la situation lors de notre prochaine séance du 9 avril.

Je tiens aussi à saluer le travail des journalistes, de la presse écrite, des radios, des télévisions, qui ont eu, au-delà des débats, un rôle très important pour expliquer le rôle de l'institution régionale. Il conviendra de prolonger cette démarche et si possible de la contractualiser.

Cher-e-s collègues

Je voudrais tout d'abord **remercier l'ensemble des élus de la nouvelle majorité régionale** pour ce vote qui me confie pour un nouveau mandat la responsabilité de présider le Conseil régional de la Région des Pays de la Loire

Cette situation est rendue possible parce qu'**une majorité d'électrices et d'électeurs nous ont renouvelé leur confiance**. Qu'ils et elles en soient remerciés.

Cette situation est rendue possible parce que **les listes de la Gauche en action et d'Europe Ecologie avaient créé au premier tour une réelle dynamique**. Je veux ici saluer à nouveau **Jean-Philippe Magnen** et ses colistiers, pour la campagne qu'ils ont menée et **l'esprit de responsabilité** avec lesquels ils ont contribué à la fusion des listes pour le second tour.

Socialistes, communistes, radicaux, écologistes, rassemblés avec leurs collègues d'Europe Ecologie ont désormais **la responsabilité de mettre en œuvre dans la clarté, à égalité de droits et de devoirs, les propositions** que le suffrage universel a validé.

L'homogénéité des résultats électoraux, qui donnent une **majorité de voix** à la liste que j'avais l'honneur de conduire dans **les 5 départements** de la Région, constitue un évènement politique sans précédent.

A **Christophe Béchu et à ses colistiers, je renouvelle ma considération** et l'assurance de ma disponibilité. Comme je l'ai été depuis 2004, je serai le président de tous les ligériens. Fidèle à mes convictions et à mes engagements, **je ne serai jamais l'homme d'un clan.**

Je veux remercier **l'ensemble des élus régionaux qui ont siégé à mes côtés depuis 2004**, et qui ont montré par leur travail l'efficacité, la créativité et la réactivité de l'action régionale.

Je voudrais aussi exprimer **ma gratitude aux membres du CESR et à son président**, aux services du Conseil régional et aux nombreux partenaires de l'action publique régionale pour leur compétence et leur confiance.

Que nos colistiers des 1° et 2° tours soient assurés de notre amicale reconnaissance.

Nous proposerons aux **anciens élus et aux colistiers** des occasions et des modalités de **poursuivre leur engagement** au service de notre Région.

Bien entendu, **j'ai également constaté l'étendue de l'abstention.** Elle est due pour une part à un désir de marquer sa désapprobation envers la politique du gouvernement, mais **elle naît également de la désespérance, de la détresse sociale et du repli sur soi.**

Les assises 2008 nous avaient permis de ressentir **l'angoisse qui monte devant les crises écologique, financière, économique et sociale.**

Cette campagne électorale est marquée par le constat des conséquences ravageuses de leur passage, sur la cohésion sociale, et la capacité de nombre de nos concitoyens à croire en l'action publique.

Ce constat nous amène à nous impliquer plus avant dans **les réponses à apporter aux milieux modestes et populaires**, qu'ils soient en ville, dans les agglomérations ou en zone rurale.

Notre organisation, sur laquelle je vais revenir dans quelques instants, sera modifiée en conséquence de cet enjeu immédiat et gigantesque, car l'attention aux plus fragiles sera bien au centre de notre projet.

Nous ne sommes pas là par hasard, et nous ne comptons pas faire de la figuration.

Le rassemblement de la Gauche et des écologistes qui s'est fait en partie dès le premier tour, puis au deuxième tour, n'est **pas une alliance de façade.** Socialistes, communistes, écologistes, radicaux, citoyens, représentants du mouvement social se sont rassemblés sur la base de 3 évidences :

- un **constat partagé sur le bilan** du précédent mandat, je n'y reviendrais pas,
- une **concordance des projets.** Nos différences d'appréciations sont minimales au regard de nos convergences, et plus encore, elles nourrissent mutuellement nos réflexions,

- enfin un **respect profond de ces différences**. Personne ne cherche à nier les convictions de l'autre, et cherche même à s'en enrichir. **C'est cela aussi, notre esprit grand ouvert !**

Aujourd'hui, nous sommes prêts ensemble à développer des **politiques publiques utiles à la vie quotidienne** de nos concitoyens, à faire progresser l'esprit de **solidarité et de justice sociale**, à accélérer **l'intégration du défi écologique** par les filières économiques, les acteurs institutionnels et sociaux et, plus largement, par la population toute entière.

Nous sommes d'accord sur les objectifs, mais également sur la méthode. Le mandat précédant a mis dans le jeu régional des acteurs qui n'y avait pas été associés jusqu'alors, sans qu'à aucun instant cela n'ait pour conséquence d'exclure quiconque. Cette méthode a permis de grandes réussites, comme les Assises 2005, ou le plan anti-crise. **En Pays de la Loire, on écoute tout le monde, parce qu'on est forcément plus intelligents à plusieurs.** Entrepreneurs, syndicalistes, élus locaux, associatifs, chacun peut apporter sa pierre à l'édification de l'œuvre collective qu'est la chose publique. **Le meilleur chemin vers l'intérêt général passe par là,** nous en sommes persuadés.

Le 9 avril nous adopterons notre règlement intérieur qui précisera notre organisation et notamment le rôle des 9 commissions.

Elles s'inscrivent dans un fil conducteur commun que je résumerai ainsi :

- **Solidarités et emplois**
- **Innovations et mutations écologiques**
- **Affirmations des valeurs de la République**

fixent le cap de l'action publique

L'expérimentation, l'initiative, la créativité, la confiance sont notre boussole

Le Conseil régional, animateur du territoire est un facilitateur, un fédérateur et un partenaire financier

Dans ce cadre, une nouvelle commission traitera de solidarité, de la santé, de l'égalité des droits, de la lutte contre les discriminations. Elle sera dénommée Commission des solidarités, de la santé et de l'égalité des droits. Sa création est consécutive à la montée de la désespérance sociale que nous avons pu ressentir dans cette campagne électorale et devra mettre en œuvre une grande orientation de ce mandat qui est la lutte contre toutes formes de discrimination. Justice, solidarité, égalité des droits, nous réclament nos concitoyens.

Je viens de prendre connaissance ce matin de l'initiative prise par les autorités libanaises de créer une journée nationale du dialogue interreligieux. Il nous appartiendra de prendre dans notre Région, avec toutes les religions, toutes les spiritualités, toutes les philosophies, dans le respect de la laïcité, une initiative concertée dont l'Abbaye de Fontevraud pourrait être le symbole.

Autorité de lutte contre les discriminations, plan d'accès à la santé pour tous, Agenda 22 pour les droits des personnes en situation de handicap, soutien aux acteurs de la cohésion et du logement social, autant de chantiers à mettre en œuvre au plus vite pour les futurs membres de cette commission.

En outre, un gérontopole « longévité et vieillissement », initié par des universitaires, sera créé pour mieux répondre à l'évolution de la démographie de la région des Pays de la Loire.

La Commission du développement et des activités économiques, de l'enseignement supérieur, de la recherche, et de l'innovation, qui traitera également de de l'énergie, du tourisme, de l'artisanat, de l'agriculture, et de la pêche devra aider les entreprises à surmonter les crises et à réaliser leur mutation sociale, écologique et technologique

- *en défendant l'outil industriel et l'emploi existant,*
- *en créant des emplois et des activités nouvelles notamment dans les écofilières,*
- *en accompagnant la transformation écologique de l'économie,*
- *et en renforçant et en élargissant les processus d'innovation, ce qui suppose d'accroître l'effort en faveur de la recherche.*

Le développement des Plateformes Régionales d'Innovation, le plan régional de soutien au commerce et à l'artisanat, la mise en place d'une conférence régionale de l'emploi durable et du fonds d'intervention régional d'investissement pour l'emploi durable et la transformation écologique, le développement rapide de l'économie sociale et solidaire seront ses priorités.

Elle devra donner sens et consistance au pacte régional de responsabilité sociale et écologique que nous appelons tous de nos vœux.

En outre, elle proposera aux chercheurs des contrats pour que les PME et les entreprises artisanales puissent être accompagnées dans leurs demandes d'innovation.

L'ensemble du territoire régional devra être un grand laboratoire des mutations économiques et sociales et environnementales.

La Commission de la stratégie européenne et internationale, et des coopérations interrégionales devra mettre en conformité la Région des Pays de la Loire avec les objectifs du millénaire, notamment en matière de coopération décentralisée, et renforcer notre action européenne, l'ouverture internationale et les coopérations interrégionales. Elle pilotera la stratégie d'internationalisation de la Région, notamment pour les entreprises, ainsi que la mobilité internationale des jeunes.

La Commission de l'emploi, de la formation professionnelle et des métiers de demain est face à un défi majeur, au regard de la situation économique, sociale et environnementale de la société française. La réponse aux nouveaux besoins sociaux, la transformation écologique de l'économie, et l'innovation sous toutes ses formes, sont autant de processus qui font et feront apparaître des métiers nouveaux qui doivent représenter pour chacun des opportunités et non des menaces.

La mise en place d'une véritable « sécurité sociale professionnelle », la gratuité des formations jusqu'au niveau IV, pour permettre une véritable évolution professionnelle de tous, l'accompagnement du développement prioritaire des écofilères, dans l'énergie, les transports, l'industrie, l'agriculture ou encore l'habitat formeront le cœur du projet du mandat, dans la logique engagée par le Schéma Régional d'Education et de Formation voté au milieu du dernier mandat.

En ce qui concerne la Commission des finances, du personnel, des affaires générales, des travaux, de la communication et de la démocratie :

Pour poursuivre la qualité de la gestion des finances régionales, un poste de rapporteur général du budget sera créé en son sein.

La commission portera la charge de la gestion de notre institution et devra prolonger l'action engagée d'appropriation par nos concitoyens de ce que l'on appelle le fait régional. Le renforcement des espaces régionaux, la communication de proximité, autour des réalisations du service public régional, le développement de la démocratie territoriale s'imposent à nous.

Le développement des panels citoyens, le grand débat sur l'avenir de l'estuaire, la constitution avec le CESR d'une assemblée des territoires seront de sa responsabilité.

La Commission des infrastructures, transports et déplacements connaît sa feuille de route, elle a été longuement débattue pendant cette période électorale : faire prendre le train aux ligériens. Augmentation de l'offre de desserte des trains régionaux, et notamment dans les zones périurbaines, trajet domicile travail à 1 €, en lien avec les employeurs, réouverture de lignes et amélioration du réseau, politique d'incitation au fret alternatif à la route, réseau des gares, intermodalité, coordination des réseaux de transports et tickets communs, vous connaissez aussi bien que moi nos objectifs.

La Commission aménagement du territoire et environnement mettra en œuvre la nouvelle génération de contrats de territoire, qui intégreront de nouveaux enjeux comme la santé, la formation, l'innovation, ou encore l'économie de proximité, notamment en matière d'agriculture durable, et développeront les plans climat énergie locaux. Une charte des Conseils de développement sera élaborée

Nous ferons bien entendu de la protection de notre environnement une marque de fabrique de la démarche régionale.

- *Le soutien au projet de réserve naturelle nationale et au Parc Naturel Régional de l'Estuaire de la Loire et du Lac de Grandlieu ;*
- *Le soutien et le renforcement des parcs existants,*
- *La maison régionale de la biodiversité et la maison régionale de l'eau ;*
- *Le programme régional de reconquête de la qualité des eaux et de lutte contre les algues vertes,*
- *Le programme « la nature dans la ville »*

Sont autant d'objectifs que cette commission devra s'assigner dans ce nouveau mandat.

La Commission de la culture, du sport, de la jeunesse et de l'éducation populaire connaîtra une différence significative vis-à-vis du précédent mandat. Elle sera en effet en charge des questions de jeunesse et d'éducation populaire, et devra donc, en lien avec la commission solidarité, s'acquitter d'un travail de fond en faveur de l'autonomie des jeunes, à travers la mise en œuvre du pack autonomie, mais bien au-delà. Pour le reste, les questions de culture et de sport ont fait l'objet de travaux importants lors du précédent mandat, le texte culture définit des orientations sur lesquels la majorité s'accorde. La réduction sur le premier abonnement culturel, un plan régional en faveur des lieux culturels de proximité, l'évènement régional fédérateur des musiques actuelles, font partie des objectifs de cette commission, tout comme le plan régional d'investissement pour les grands équipements sportifs.

Toutes les esthétiques, tous les sports méritent notre soutien.

La Commission de l'éducation et de l'apprentissage, sera donc la commission de la formation initiale, puisque dans la suite logique du travail de complémentarité entre les voies professionnelles engagées dans le précédent mandat, les questions d'apprentissage seront traitées avec les lycées.

Instruire, éduquer, insérer, tels sont les trois enjeux des établissements de formation. Investir pour bénéficier d'un outil de travail optimal, proposer des dispositifs de soutien sociaux, dessiner le lycée et le CFA du 21^e siècle, je ne m'étendrais pas sur ce sujet dont vous savez pourtant combien il me tient à cœur.

Voilà mes chers collègues, en quelques minutes, les enjeux de ce prochain mandat.

Il n'est pas coutume de terminer un discours d'investiture par une prise de position politique comme celle qui va suivre. Je veux que vous compreniez qu'il ne s'agit pas là d'une opposition partisane, mais bien de la défense de la décentralisation, à laquelle je suis profondément attaché, comme nombre d'entre vous sur tous les bancs de cette assemblée.

J'ai dit tout à l'heure que nous ne comptons pas faire de la figuration. Je dis souvent que **nous ne sommes ni les sous-produits, ni les sous-traitants, ni des prestataires de services de l'Etat, nous sommes tout simplement des élus du peuple.**

C'est pourquoi, pour conclure mon propos, je veux m'adresser de façon solennelle au Gouvernement. Elu sur un programme clair, et soutenu par la volonté fermement exprimée des électeurs, je serai comptable du respect des engagements pris. La réforme territoriale, dont on nous dit qu'elle sera achevée dans la précipitation pour clore au plus vite cette séquence politique d'impopularité au plus haut sommet de l'Etat, a pour principal objectif d'étouffer les collectivités locales ; et tout particulièrement les régions. Asphyxiées par des charges nouvelles d'un côté, empêchées de fixer leurs recettes de l'autre, nos régions vont se trouver très vite dos au mur. Nous l'avons dénoncé avec force durant cette campagne.

Après l'engagement du Président de la République, président de l'UMP, du premier ministre, chef de la majorité parlementaire, de 20 ministres de l'actuel gouvernement impliquées dans les listes pour ces élections régionales, et tous minoritaires, la République française et la démocratie seraient honorées de constater que les responsables nationaux tiennent compte effectivement du vote de dimanche dernier.

Je demande donc au Gouvernement de retirer son projet dont l'ultime finalité sera d'empêcher les exécutifs régionaux, à peine élus, de mettre en œuvre leur programme. Maintenir ces textes serait un déni de démocratie.

J'en fait la demande solennelle aujourd'hui, en même temps que mes collègues nouvellement élus. Et avec eux, je veux dire à l'Etat que nous sommes prêts à nous battre sur tous les fronts. Nous ne laisserons pas une réforme partisane et inique confisquer aux électeurs par la Loi, ce qu'ils ont exprimé par les urnes.

Dès aujourd'hui, je vous annonce ma décision de **geler la part régionale du Contrat de projet 2007-2013**. Cette décision est grave, mais je m'en explique. Dans les Pays de la Loire nous avons signé un contrat pour 6 ans. Ce contrat porte sur 1,378 milliards d'euros. L'Etat paie 490 millions ; la région, 510 millions. A la date d'aujourd'hui, quasiment à mi-parcours, l'Etat a réalisé environ 40% de sa part ; nous, plus de 50%.

Lorsque nous avons signé ce contrat, nous avons les moyens de décider de nos investissements et de nos politiques. Aujourd'hui, nous sommes dépossédés de ces moyens. Il y a rupture du contrat ! Rupture unilatérale !

Les règles du jeu ne peuvent pas changer en cours de route. Si la réforme n'est pas retirée, nous revisiterons totalement nos priorités à l'occasion des prochaines négociations de mi-parcours. Nous refuserons de continuer à financer la part de l'Etat dans ses propres domaines de responsabilité. Et d'ici là nous gelons nos financements.

Par cette décision, nous montrerons à tous nos concitoyens le caractère cynique et pervers d'une stratégie délibérée qui, encore une fois, aura pour conséquence de leur voler leur vote.

Le suffrage universel est de même nature, à quelque niveau territorial qu'il s'exprime. Nous avons tous ici dans cette assemblée la même légitimité qu'un Président de la République ou qu'un Maire, **seul change le périmètre sur lequel elle produit son effet.**

La Révolution française a donné le droit de lever l'impôt aux représentants du suffrage universel, la réforme territoriale l'a ôté aux assemblées régionales sans aucune garantie démocratique.

On veut demain faire des assemblées régionales des tiroirs-caisses, pour des projets locaux ou pour financer des infrastructures nationales, sans leur donner la

possibilité de réfléchir sur la stratégie de leur territoire. **A cela je dis non**, et je sais que bien au-delà des clivages politiques, nombre de nos collègues élus sur les territoires pensent de même.

C'est pourquoi, d'ores et déjà, je vous annonce mon intention de **réunir d'ici l'été** tous les maires, les responsables d'intercommunalités, les conseillers généraux, les conseils de développement, **élus du peuple et militant des territoires** pour réaffirmer que la France n'a pas trop d'élus du peuple, et qu'au contraire ils constituent l'ossature de la citoyenneté nationale, le bouclier républicain à l'heure où la détresse sociale provoque des ravages dans la société.

Soyons fiers de notre mission, ne nous laissons pas dénigrer, tel est mon message à l'issue de mon propos de ce matin.

Vive les Pays de la Loire, vive la République indivisible, laïque, démocratique, sociale et décentralisée. Et, chers collègues, vive la France (qu'on aime) !